

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRANCE ALU COLOR

103 chemin des Mûriers
ZI
38260 Marcilloles

Références : 2025-Is024TN2

Code AIOT : 0006103001

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement FRANCE ALU COLOR implanté 103, chemin des Mûriers ZI 38260 Marcilloles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE ALU COLOR
- 103, chemin des Mûriers ZI 38260 Marcilloles
- Code AIOT : 0006103001
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société France Alu Color existe depuis 1988 et a rejoint le groupe Installux en 2003. Le groupe

exploite deux usines en Catalogne et une en France à Marcillolles.

Le site de Marcillolles, situé chemin des Mûriers, emploie actuellement 90 salariés environ, son activité est tournée vers le thermolaquage de profilés en aluminium utilisés dans le bâtiment. Les profilés en aluminium sont traités sur deux lignes fonctionnant de manière similaire, une ligne dite « horizontale » et une ligne dite « verticale ». Les pièces subissent un traitement de surface avant d'être peintes par projection électrostatique et de passer dans un four pour « figer » la peinture. Le site a traité l'équivalent de 2,2 millions de m² de pièces en 2024.

Le site est soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), il est encadré par différents arrêtés préfectoraux dont l'arrêté d'autorisation du 29 décembre 2009 et l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2021. L'installation est également soumise à la directive européenne sur les émissions industrielles (dite directive "IED"), au titre de son activité de traitement de surfaces et elle est donc soumise à l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 juin 2006.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance des effluents industriels	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 2.2	Deux demandes d'action corrective	3 et 6 mois
4	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 2.1	Demande d'action corrective	Un mois
5	Surveillance des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Deux demandes d'action corrective	Un et trois mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 03/12/2021, article 1	Demande d'action
2	Suites OCP 2023	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 - II et III	Sans objet
6	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 9.2.1.1	Sans objet
7	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 3.2.3	Demande d'action

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur plusieurs thématiques et une non-conformité a été relevée sur des dépassements des valeurs limites d'émissions applicables au rejet d'effluents aqueux de l'installation. Elle donne lieu à deux demandes d'action corrective. Une non-conformité a été identifiée sur les délais de transmissions des résultats de surveillance des PFAS ; ces derniers ayant été réceptionnés par l'inspection, elle ne donne pas lieu à une demande d'action corrective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/12/2021, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Le tableau d'activité de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 est remplacé par le tableau ci-dessous :			
Rubriques	Activités	Volume d'activité	Classement
2565-2	Traitement de surface	80 m ³	E
2940-3	Application de peinture poudre	2300 Kg/j	E
2560	Travail mécanique des métaux	1000 kW	D
3260	Traitement de surface de métaux par un procédé chimique		

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3260 de la nomenclature des ICPE et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF « traitement de surface des métaux et des matières plastiques ».

Constats :

L'activité de traitement de surface fait l'objet d'un double classement, sous la rubrique n°2565-2 ainsi que sous la rubrique IED n°3260. Il existe deux lignes de traitement de surface, une ligne horizontale et une ligne verticale auxquelles sont associés différentes cuves. L'exploitant a présenté un document listant les cuves associées à cette activité et l'inspection en a examiné la cohérence sur le terrain (on retrouve le même nombre de cuves).

La ligne horizontale compte 9 cuves "actives", c'est-à-dire constamment remplies, dans lesquelles sont plongées les pièces d'aluminium traitées :

- une cuve de dégraissant à laquelle est associées deux cuves de rinçage,
- une cuve d'acide à laquelle est associées trois cuves de rinçage,
- une cuve de conversion (sans chrome) à laquelle est associée une cuve de rinçage.

En plus de ces cuves « actives », des cuves d'appoint leur sont associées pour les alimenter, elles font 2750 l tandis que les cuves actives représentent un volume total de 50 m³.

La ligne verticale fonctionnent sur le même principe que la ligne horizontale, les mêmes traitements de surface sont appliqués à la différence que l'application des produits se fait par arrosage en « cascade ». Les 7 cuves actives de la ligne verticale ont un volume total de 18,3 m³ et les cuves d'appoint ont un volume de 4720 l.

Il existe également une cuve de 800 l sur la chaîne accessoire.

Le volume associé aux rubriques n°2565-2 et n°3260 est donc de 76,5 m³, ce qui est cohérent avec le volume autorisé par l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé qui autorise un volume de 80 m³.

L'activité d'application de peinture en poudre est classée sous la rubrique n°2940-3, elle est mise en œuvre sur la ligne verticale et la ligne horizontale. L'exploitant a présenté sa consommation de peinture sur l'année 2024, en estimant le nombre de fonctionnement des lignes à 225 jours par an :

	Quantité moyenne de peinture appliquée en g/m ²	Mm ² de produits peint en 2024	Quantité moyenne de peinture appliquée en Kg/j
Ligne Verticale	0,127	1,814	1021,645
Ligne Horizontale	0,233	0,375	388,683

La moyenne quotidienne de peinture appliquée en 2024 est donc de 1410 kg/j, ce qui respecte la limite maximale journalière autorisée de 2300 kg/j. A titre de remarque : cette valeur limite est une valeur maximale et non pas une valeur moyenne.

L'activité de travail mécanique des métaux du site est minime, deux machines de découpe associées à des aspirateurs et une ligne de déformation sont en place. L'exploitant indique que ces machines ont une puissance de 2 à 4 kW, le cumul serait très éloigné de la valeur de 1000 kW présentée dans l'arrêté complémentaire de 2021 et même dans l'arrêté d'autorisation de 2009.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il envisageait d'installer un atelier de charge soumis à la rubrique 2925.

L'inspection a demandé à l'exploitant d'évaluer le statut ICPE d'un bâtiment qu'il exploite dans le voisinage, potentiellement soumis à la rubrique n°1510. Le bâtiment a une fonction d'entreposage, il fait 42 000 m³ et est réservé au stockage de produits en aluminium peints. Le jour de la visite, la quantité de produit stockée était de 72 tonnes vu l'ERP de l'exploitant mais l'inspection n'a pas vérifié la cohérence de cette quantité sur le terrain. Vu la quantité de produits stockée qui est inférieure à 500 tonnes et sa nature (aluminium a priori incombustible), cet entrepôt est réputé non soumis à la rubrique n°1510.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection a examiné le dossier de demande d'autorisation de février 2007 et en particulier la présentation technique du projet. Le dossier vise bien une puissance envisagée de 1000 kW pour

<p>l'activité de travail mécanique des métaux mais la description technique du projet ne fait état que d'une activité de sertissage et indique que les machines « déjà présentes sur le site de Installlux » seront transférées sur le site de Marcilloles, sans préciser la puissance de ces dernières (page 38 de la présentation technique du projet du dossier de demande d'autorisation).</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection un tableau actualisé des rubriques de son site dans le cadre du porter à connaissance relatif à la rubrique n°2925. Il y précisera la puissance des machines associées à l'activité de travail mécanique des métaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Demande d'action</p>

N° 2 : Suites OCP 2023

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 25 - II et III</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, gestion des incompatibilités et débordements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. [...]</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>III. [...]</p> <p>B. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage</p> <p>Constat n°5 du rapport d'inspection du 21/03/2023 :</p> <p>Lors de leur exploitation, les contener de 1000 l contenant des bases ou des acides sont situés de telle façon qu'en cas de rupture ces 2 produits incompatibles pourrait entrer en contact.</p> <p>Demande d'action corrective :</p> <p>L'exploitant doit aménager l'entreposage des containers de 1000 litres contenant des produits incompatibles (acide et base) de façon à ce que ces substances ne puissent pas entrer en contact. Cette exigence est applicable pour les 2 chaînes de traitement du site. Délai de réalisation : 2 mois</p>
<p>Constats :</p> <p>Des bases et des acides sont utilisés sur les deux lignes de traitement de surface. Dans les deux cas, on retrouve une zone placée sur rétention fixe, entourée de caniveaux et réservée au stockage des produits alimentant les cuves, dont des acides et des bases.</p> <p>Les bases sont placées sur des rétentions « mobiles », localisées sur les rétentions permanentes susceptibles de réceptionner les autres produits utilisés pour le traitement de surface dont les bases. En cas de rupture des contenants, les acides et les bases ne pourraient pas rentrer en contact.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surveillance des effluents industriels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 2.2</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence d'autosurveillance**Prescription contrôlée :**2-2 Rejets aqueux

L'usage de produit contenant du chrome est interdit. L'article 4-3-9 et 9-2-3 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

Le débit et le pH sont mesurés en continu. Le débit maximal journalier des effluents est fixé à 100 m³/j, la moyenne mensuelle du débit journalier est fixé à 70 m³ et le débit maximal par heure à 10 m³.

Substance	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Surveillance
MES	30	0,25	trimestrielle
DCO	150	12	hebdomadaire
Indice hydrocarbures	5	0,4	trimestrielle
Fluorures	15	1,2	hebdomadaire
Nitrites	5	0,4	trimestrielle
Azote global	50	4	trimestrielle
Phosphore	10	0,8	trimestrielle
AOX	5	0,4	trimestrielle
Tributylphosphate	4	0,32	trimestrielle
Al	5	0,4	hebdomadaire
Cu	5	0,4	trimestrielle
Fe	5	0,4	trimestrielle
Ni	2	0,16	trimestrielle
Zn	3	0,24	trimestrielle
Pb	0,5	0,04	trimestrielle
Sn	2	0,16	trimestrielle

Nonylphénols	25 µg/l	2 g/j	trimestrielle
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection qu'il n'employait plus de produits contenant du chrome.</p> <p>L'exploitant suit de manière continue le PH, la température et le débit des effluents rejetés, l'inspection a pu le vérifier sur le terrain (PH de 7,16 et température de 22,9 °C).</p> <p>Il analyse de manière hebdomadaire les fluorures, l'aluminium et la DCO et de manière trimestrielle une batterie plus complète de paramètres ; cette analyse là est confiée à un prestataire extérieur certifié. La dernière analyse trimestrielle date d'octobre 2024, les résultats ont été transmis via GIDAF et les résultats de la dernière analyse trimestrielle réalisée en fin janvier 2025 seront télédéclarés une fois qu'ils auront été reçus par l'exploitant. Les fréquences de surveillance des paramètres sont respectées.</p> <p>Les valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral ont globalement été respectées en 2024, mais des dépassements réguliers de la valeur limite de concentration en fluorure ont eu lieu, notamment durant les trois derniers mois de 2024. La valeur limite en flux a également été dépassée à une occasion en février 2024 et quelques dépassements de la valeur limite en concentration de la DCO sont à noter.</p> <p>Le débit maximal journalier était de 94 m³ en 2024, la moyenne mensuelle du débit journalier quotidien était quant à elle de 18,1 m³, les valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral de 2021 sont respectées.</p> <p>L'exploitant a commencé à élaborer un plan d'action pour corriger les dépassements en fluorures, il a identifié une dizaine de pistes, formalisées dans un document. Il a commencé à travailler avec son fournisseur de produits de traitement de sa station de traitement des eaux pour déterminer un moyen d'abattre les fluorures. Il a également identifié que la vidange des cuves était susceptible de provoquer des dépassements.</p>			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant finalisera son plan d'action et le tiendra à la disposition de l'inspection dans un délai de trois mois.</p> <p>Dans un délai de 6 mois, il produira une synthèse commentée de la surveillance des fluorures au cours de l'année 2025 et il y présentera les effets de son plan d'action.</p>			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demandes d'action corrective			

N° 4 : Prélèvement et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée :

<p>Les articles 4-4-1 et 4-1-2-2 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 sont abrogés.</p> <p>Tout prélèvement d'eau pour des usages industriels DANS LE MILIEU NATUREL EST INTERDIT. L'eau utilisée sur le site provient uniquement du réseau d'alimentation en eau potable. Les volumes totaux maximaux prélevés sont fixés à 20000 m³ par an et à 100 m³ par jour.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. <u>Ce dispositif est relevé journallement.</u> Ces résultats sont portés sur un registre et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, ne sont pas autorisés.</p> <p>La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'eau utilisée par l'exploitant provient du réseau public d'eau potable. L'eau arrive via deux canalisations, équipées de compteurs et elles sont utilisées pour l'ensemble des usages du site (sanitaires, industriels et de luttés incendie). L'exploitant a mis en place des « sous-compteurs » sur son site pour distinguer les consommations entre les usages de bureau, des deux lignes de traitement de surface ou de la station de traitement des eaux usées et <u>il réalise un relevé mensuel de ces derniers.</u></p> <p>Il a présenté à l'inspection la synthèse de ce suivi sur l'année de 2024, 6 463 m³d'eau ont été consommés, alors que le site est autorisé à prélever 20 000 m³ par an. L'exploitant a indiqué avoir lancé des actions de sobriété hydriques dans le contexte des restrictions en période de sécheresse.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra réaliser un relevé journalier des dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée, conformément à l'arrêté Préfectoral du 03/12/2021, sous un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demandes d'action corrective</p>

N° 5 : Surveillance des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas</p>

d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3. Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois
2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710	Six mois
2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560	Neuf mois

Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu. Pour les établissements soumis à autorisation au titre de rubriques non mentionnées ci-dessus, la première campagne est réalisée au plus tard neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial.

III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

IV. - Pour les installations ayant fait l'objet d'analyses de substances PFAS dans leurs rejets aqueux

avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le préfet peut adapter les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les campagnes d'analyse définies à l'article 3. Il vérifie que les analyses menées permettent d'obtenir des résultats représentatifs de l'activité de l'établissement et qu'elles ont été réalisées selon les conditions fixées au I.

Constats :

L'exploitant devait réaliser une campagne de surveillance des PFAS compte tenu du classement de son site sous la rubrique 3260 et transmettre ces résultats par voie électronique dans un délai de 6 mois. Les analyses ont été réalisées mensuellement sur les trois derniers mois de l'année 2023 et transmis en mars 2024 (les délais de transmissions ont donc été dépassés vu le III. de l'article 4 de l'arrêté ministériel).

Les analyses ont porté sur l'ensemble des 28 substances énumérées par l'arrêté ministériel, l'exploitant a indiqué ne pas en avoir identifié d'autres à analyser.

Lors des trois analyses réalisées sur le rejet, l'AOF a été détecté systématiquement mais un seul PFAS a été détecté sur une seule des analyses, celle de décembre 2023. L'acide perfluorobutanoïque a en effet été mesuré à une concentration de 34 ng/l, l'AOF avait une concentration de 11 µg/l. La valeur maximale mesurée pour l'AOF était de 150 µg/l en novembre 2023.

La limite de quantification de l'AOF était celle prescrite par l'arrêté ministériel (2 µg/l) et elle était inférieure pour les PFAS (20 ng/l contre 100 ng/l pour la limite prescrite par l'arrêté ministériel).

Les eaux d'alimentation ont également été analysées en octobre 2023, les 28 substances énumérées par l'arrêté ministériel ont été mesurées, les limites de quantification n'ont pas été atteintes et l'eau d'alimentation du site est donc hors de cause dans la détection de l'AOF ou du PFAS détecté dans le rejet de l'installation.

L'inspection a informé l'exploitant que son site était un des plus gros émetteurs d'AOF de la région, parmi les 50 premiers de la région (parmi ceux ayant réalisé une campagne de surveillance et ayant bien transmis leurs résultats), sachant que ce paramètre n'est qu'un indice sur l'éventuelle présence de PFAS. L'exploitant n'a pas identifié d'actions à mettre en œuvre sur cette thématique des PFAS. Les FDS des produits utilisés sur site sont demandées à chaque nouvelle commande de produit et les fournisseurs de produits ont été interrogés sur la présence de PFAS mais cela n'a pas permis d'identifier d'éventuels PFAS dans les produits utilisés sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra réaliser une nouvelle analyse des PFAS et de l'AOF de son rejet, suivant les mêmes modalités mises en œuvre lors de la campagne (nombre de paramètres analysés, recours à des prestataires certifiés etc.) à la différence que les paramètres pouvant influencer le taux d'AOF devront également faire l'objet de mesures, à savoir : les fluorures, les MES et le COT. Il transmettra le résultat de cette analyse dans un délai de trois mois.

De plus, l'exploitant devra également justifier, documents à l'appui, avoir saisi ses fournisseurs et avoir reçu des réponses au sujet de la présence éventuelle de PFAS dans les produits qu'il utilise. L'exploitant informera également l'inspection de l'utilisation éventuelle de mousses incendies sur

le site lors d'accidents ou d'exercice. Ces actions devront être réalisées dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demandes d'action corrective

N° 6 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 9.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance

Prescription contrôlée :

Article 9.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques

Auto surveillance réalisée par la mesure des émissions canalisées et diffuses et suivant les normes en vigueur

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Rejets N° 1 et 8		
Paramètres	Fréquence	Enregistrement
Débit	Tous les ans	oui
Acidité exprimé en H		
HF exprimé en F		
Cr total		
Cr VI		
Alcalins exprimés en OH		
Nox exprimés en NO2		

Nota : le reste de l'article relatif aux rejets n°3 et 4 ont été abrogés par l'arrêté préfectoral complémentaire de 2021 et ne figure donc pas ici.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser des analyses de ses rejets atmosphériques le 6 février 2024, une autre campagne d'analyse a été réalisée le 7 février 2025.

Ces campagnes d'analyse portent sur les rejets n°1 et 8 (qui captent les vapeurs des cuves de traitement de surface des lignes horizontale et verticale), ainsi que sur la chaudière à gaz (non classée ICPE et fréquence de surveillance non définie par les arrêtés préfectoraux du site) et la station de lavage (surveillance non prescrite par les arrêtés préfectoraux).

Les fréquences de surveillance sont donc respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2009, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, respect des valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes (moyennes journalières) en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° 1 et 8 (en mg/Nm ³)	Conduit n° 3 et 4 (en mg/Nm ³)	Conduit n° 11 (à 3% d'oxygène) (en mg/Nm ³)
Poussières	20	30	5
SO ₂	10	/	35
NO _x en équivalent NO ₂	200	/	150
Acidité totale exprimée en H	0,5	/	/
NH ₃	10	/	/
HF exprimé en F	2	/	/
Nickel	0,1	/	/
Chrome total	1	/	/
Chrome VI	0,1	/	/
CN	1	/	/
Alcalins exprimés en OH	10	/	/

Constats :

L'inspection a examiné les résultats des rapports de surveillance de 2024, les résultats de la campagne de 2025 n'ayant pas encore été réceptionnés par l'exploitant.

Les paramètres analysés lors de ces campagnes sont plus exhaustifs que ceux dont la surveillance est prescrite par l'arrêté d'autorisation de l'installation.

Pour la ligne horizontale et la ligne verticale, l'ensemble des paramètres visés à l'article 9.2.1.1 ont été analysés et en complément le Nickel, les cyanures d'hydrogène (HCN), les oxydes de soufre (SO₂) et l'ammoniac (NH₃) ont également été analysés. Ces paramètres supplémentaires se voient bien appliquer des valeurs limites de concentration par l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les poussières qui se voient également appliquer une valeur limite de concentration, sans fréquence de surveillance, n'ont pas été analysés mais cette surveillance ne paraît pas pertinente à l'exploitant vu la nature des rejets (vapeurs des cuves de traitement de surface).

En termes de résultats, le prestataire de l'exploitant a confondu les valeurs limite en concentration du nickel et du chrome total dans son rapport mais l'ensemble des valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont respectées.

A noter que sur la chaîne horizontale, seul l'ammoniac a été détecté, les autres paramètres et notamment le chrome (qui n'est plus présent dans les produits de traitement de surface) n'ont pas été détectés. Sur la chaîne verticale, du chrome (mais pas du chrome VI), du nickel, de l'ammoniac et des alcalins ont été détectés.

Les synthèses des résultats d'analyse des rapports ne présentent pas de résultat pour les Nox, mais ces derniers ont fait l'objet de mesures qui sont présentées aux pages 21 à 24 des deux rapports.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'utilisation de produits contenant du chrome est interdite sur les deux lignes et l'exploitant a confirmé à l'inspection qu'il ne l'utilise plus. Du chrome a cependant été détecté sur la chaîne verticale, l'inspection demande à l'exploitant de commenter cette détection et d'en déterminer l'origine.</p> <p>A titre de remarque, l'exploitant veillera à ce que son prestataire corrige les valeurs limites présentées dans ses rapports pour le Nickel et le Chrome total et qu'il indique les résultats de l'ensemble des mesures réalisées dans la synthèse des résultats d'analyse de ses rapports.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>